



# Plateformes web : les indicateurs à publier sont précisés !

**Actualité législative** publié le **22/02/2022**, vu **553 fois**, Auteur : [Assistant-juridique.fr](https://assistant-juridique.fr)

**Certaines plateformes Web de mise en relation doivent publier des indicateurs relatifs à la durée et au revenu d'activité des travailleurs qui utilisent leurs services.**

Pour rappel, certaines plateformes Web doivent publier sur leur site internet des indicateurs relatifs à la durée et au revenu d'activité des travailleurs (généralement indépendants) ayant eu recours à leurs services au cours de l'année civile précédente.

Cette [publication](#) doit être faite de manière loyale, claire et transparente, avant le 1er mars de chaque année. Exceptionnellement, la publication au 1er mars 2022 couvrira la période comprise entre le 1er septembre 2021 et le 31 décembre 2021.

Les plateformes concernées par cette obligation sont celles qui permettent aux travailleurs d'exercer une activité :

- de conduite d'une voiture de transport avec chauffeur ;
- de livraison de marchandises au moyen d'un véhicule à 2 ou 3 roues, motorisé ou non.

Afin d'aider les plateformes dans la publication de ces indicateurs, sont désormais définies les notions de :

- durée d'une prestation ;
- revenu d'activité ;
- temps d'attente avant de recevoir une proposition de prestation.

Notez que la « durée d'une prestation » et le « revenu d'activité » comprennent 7 indicateurs qui peuvent varier en fonction des plages horaires et jours concernés, mais également selon les catégories de travailleurs. Vous pouvez retrouver le détail complet de ces indicateurs, ainsi que leurs modalités de calcul, [ici](#).

Tous les documents qui permettent de justifier du calcul effectué doivent être conservés par les plateformes pendant au moins 3 ans.

Pour finir, les plateformes n'ayant pas publié ces indicateurs s'exposent au paiement d'une amende d'un montant pouvant aller jusqu'à 38 € pour chaque travailleur auquel il est proposé une prestation.

Source : weblex.fr

Pour plus d'infos : [Comment ouvrir un site de ecommerce en 9 étapes ?](#)

Voir aussi notre guide : [Créer et gérer un site de e-commerce 2021-2022](#)

## Articles sur le même sujet :

- [Créer et gérer un site de e-commerce](#)
  - [Réussir la création de sa SARL](#)
  - [Récupérer une facture impayée](#)
  - [Éviter les impayés](#)
  - [Démission d'un gérant de SARL : mode d'emploi](#)
  - [Révoquer un gérant de SARL](#)
  - [Dissoudre une SARL](#)
  - [Guide pratique de la SARL](#)
- 
- [Comment ouvrir un site de ecommerce en 9 étapes ?](#)
  - [E-commerce : est-on obligé de créer une entreprise ?](#)
  - [Comment réaliser facilement un business plan en 4 étapes](#)
  - [Quel est le meilleur statut juridique pour le ecommerce ?](#)
  - [Qu'est-ce qu'un auto-entrepreneur ?](#)
  - [Comment créer une SARL en 7 étapes ?](#)
  - [Créer un site de e-commerce : les déclarations obligatoires](#)
  - [Quelle est la loi applicable à un site de e-commerce ?](#)
  - [E-commerce : faut-il encore déclarer son site à la CNIL ?](#)
  - [Comment appliquer le RGPD dans une entreprise ?](#)
  - [La rédaction des conditions générales de vente \(CGV\)](#)
  - [Comment protéger un nom de domaine ?](#)
  - [Les professionnels ont-ils tous l'obligation de désigner un médiateur de la consommation ?](#)
  - [E-commerce : la délivrance d'une facture est-elle obligatoire ?](#)
  - [Vente en ligne et fraude à la carte bancaire : qui est responsable ?](#)